

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté

N° 177 - 21 mars 2011

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et à vos ami-es.

SOMMAIRE

- 1 Le 2 avril, manifestation pour la santé, l'hôpital, la sécu, l'accès aux soins
- 2 - Recours gracieux pour non application de la loi 2001 sur l'IVG, la contraception et l'éducation à la sexualité : le gouvernement reste silencieux
- 3 - Tunisie : Conférence nationale des femmes pour l'égalité et la citoyenneté
- 4 - Les femmes arabes révolutionnaires sont un exemple à suivre !
- 5 - Lettre à Nicolas Sarkozy - Osez le Féminisme ! femmes Solidaires, Planning Familial
- 6 - Pour un droit universel des femmes et des filles à l'éducation - Femmes Solidaires
- 7 - La lutte pour l'égalité, pour la liberté implique une lutte contre la langue du mépris. » (Marina Yaguello, Les mots et les femmes
- 8 - Appel à signer le texte : 343 femmes pour l'égalité... toujours à conquérir ! - Osez le féminisme !
- 9 - Il vous bat, battons-nous ! - Droits des Femmes XXème
- 10 - Soirée rencontre avec la Bolivie - Film et débat avec Julia Ramos - France Amérique Latine
- 11 - Toulouse : Réunion d'information : Une maison pour toutes à Toulouse
- 12 - Rencontre de la Coordination Lesbienne en France (CLF) en juin
- 13 - Rendu du Congrès international féministe de décembre 2010
- 14 - Femmes Libres" sur Radio Libertaire 89.4
- 15 - 2 films - De l'intimité de trois femmes à l'expression d'un peuple : plongée dans les réalités algériennes
- 16 - Grenoble : Colloque : Les violences faites aux femmes à la rue
- 17 - Programme du Festival de films de femmes à Créteil du 25 mars au 3 avril
- 18 - Livre : « De la violence à la persécution, femmes sur la route de l'exil » de Smáin Laacher
- 19 - Livre : Cahier du Genre Hors Série 2011 : Genre, politiques sociales et citoyenneté
- 20- Livre : Trafics de femmes - *Enquête sur l'esclavage sexuel dans le monde* - Lydia Cacho
- 21 - St Etienne : Exposition photographique et sonore « *En Marche !* » de Claire Malen autour de la Marche Mondiale des Femmes
- 22 - Exposition « L'égalité c'est pas sorcier »
- 23 - Film : *We want sex equality* »

MOBILISATIONS

Manifestation pour la santé, l'hôpital, la sécu, l'accès aux soins
Samedi 2 avril
Place de la Bastille

1 - Manifestation du 2 avril

Le 22 janvier 2011, suite à l'initiative de la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, plus de 60 associations nationales, syndicats, et partis politiques et plus de 92 comités locaux et régionaux*¹ ont décidé d'une Action nationale unitaire "Santé" le 2 avril 2011 ; Ensemble et en même temps dans toutes les régions ils se sont engagés pour informer la population, soutenir les salariés en lutte et interpeller les élus.

Ensemble et en même temps, ils dénonceront la politique gouvernementale et la mise en œuvre de la loi HPST-Bachelot-Sarkozy qui étranglent financièrement et fragilisent tous les hôpitaux, les maternités, centres IVG, la psychiatrie, la médecine du travail, la médecine scolaire... ; suite aux restructurations ce sont près de 35 000 emplois supprimés sur 3 ans : c'est tout le service public de santé qui se détériore, tant pour ceux qui en ont besoin que pour ceux qui y travaillent.

Les franchises médicales, les déremboursements, les dépassements d'honoraires, les restructurations hospitalières, les privatisations, les menaces sur les centres de santé... remettent en cause l'accès aux soins pour des millions de personnes.

Ensemble et en même temps dans toutes les régions ils appellent à l'arrêt de la casse de notre système de santé et du secteur médico-social, organisée à marche forcée par les Agences Régionales de la Santé (ARS) dont la seule mission assignée par le gouvernement est dans les faits celle-ci.

Le 2 avril 2011 marque le point de départ d'une grande mobilisation nationale, dans la diversité et une unité comme jamais réalisée, pour ouvrir un vrai débat démocratique grandeur nature pour la santé, l'hôpital, la Sécurité Sociale, l'accès aux soins et à la prévention.

Les luttes en cours dans des rassemblements unitaires de même nature, et les premiers succès engrangés présagent d'une riposte en cours de construction dans la France entière.

TEXTES

2 - Recours gracieux pour non application de la loi 2001 sur l'IVG, la contraception et l'éducation à la sexualité : le gouvernement reste silencieux

Le 10 janvier 2011, l'ANCIC, la CADAC, et Le Planning Familial ont déposé un recours gracieux pour non application de la loi 2001 sur l'IVG, la contraception, et l'éducation à la sexualité auprès du Premier Ministre, François Fillon.

A ce jour, aucune réponse officielle ou officielle n'a été faite aux associations sur les suites données à ce recours alors que les besoins des femmes, des couples et des jeunes dans ces domaines ne sont toujours pas pris en considération.

Au contraire, l'accès aux soins devient de plus en plus difficile et les séances éducatives en milieu scolaire de plus en plus anecdotiques. L'annonce, le 8 mars 2010 de l'augmentation du tarif de l'IVG, réaffirmée en novembre 2010 n'est toujours pas suivie d'effet et les solutions ponctuelles mises en œuvre pour l'accès à la contraception des mineures émanent d'initiatives locales.

Alors que notre pays célèbre, il y a deux jours la journée internationale pour les droits des femmes, nous nous attendions à engagement politique fort avec des solutions pérennes dans le sens d'une plus grande justice sociale. L'hôpital public doit répondre aux besoins de la population en matière de santé et d'accès aux droits.

Comment devons nous interpréter cette non réponse à notre recours gracieux ? Comment les femmes, les couples et les jeunes doivent-ils l'interpréter ?

Face à l'immobilisme, les associations saisiront les juridictions compétentes pour que la loi de 2001 relative à la contraception, l'IVG et l'éducation à la sexualité soit enfin appliquée.

3 - Tunisie : Conférence nationale des femmes pour l'égalité et la citoyenneté - Source Tunisie soir 13 mars

Les participantes à une conférence nationale des femmes pour l'égalité et la citoyenneté ont souligné la nécessité de faire face à toute forme de violence matérielle et morale et aux pratiques humiliantes ou portant atteinte à la dignité de la femme et de garantir les mesures de protection et de soutien aux femmes victimes de violence.

Elles ont appelé, dans un document publié à la clôture de leurs travaux intitulé: "La Déclaration des Tunisiennes pour l'égalité et la citoyenneté", à promulguer une loi sur la lutte contre la violence exercée à l'encontre des femmes, qui définit ce phénomène et prévoit toutes les mesures devant être prises pour l'éradiquer.

Au cours d'une conférence organisée le dimanche suivant à Tunis, à l'initiative de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), de l'Association des Femmes Tunisiennes de la recherche sur le développement, du Groupe 95 maghrébin pour l'égalité et de la Commission de la femme de la Ligue Tunisienne de défense des Droits de l'Homme (LTDH), les participantes ont fait observer que l'égalité dans la dignité, l'emploi, la liberté et la justice sociale sont des fondements cardinaux pour la réalisation de la citoyenneté effective des femmes, l'édification de l'Etat de droit et des institutions et pour parvenir à un développement humain durable.

Elles ont souligné que l'égalité entre hommes et femmes doit être effective, sans discrimination ni réserve, aussi bien au plan des textes législatifs qu'au niveau des mécanismes de contrôle, appelant à hâter la levée des réserves formulées au sujet de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à amender l'ensemble des lois pour les mettre au diapason des conventions internationales.

Elles ont, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité de faire face à toute tentative de manipuler la liberté des femmes au nom de la politique, de la religion ou de la morale, appelant à élaborer une charte de citoyenneté qui consacre les valeurs et principes favorisant l'amélioration de la condition de la femme et la protection des jeunes et qui serait une plateforme consensuelle pour élaborer le nouveau texte de la Loi fondamentale.

"Les réformes politiques et la transition démocratique", "L'avenir de la relation entre la religion et l'Etat", tels sont les principaux thèmes débattus par les participantes qui ont mis l'accent sur l'impératif de séparer les institutions de l'Etat et les institutions religieuses, invitant l'Etat à "se désengager de la religion de manière étudiée et réfléchie afin d'en éviter toute instrumentalisation de la part d'autres parties".

4 - Les femmes arabes révolutionnaires sont un exemple à suivre ! - Lesbiennes of Color 8 mars Noues, LOCs, Lesbiennes of Color - féministes, politiques et solidaires, rappelons qu'aucune Révolution ne s'est faite sans la participation et la lutte des femmes actrices à part entière de la Résistance. De la Tunisie au Yémen, en passant par l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, la Lybie, Djibouti, Oman, Bahreïn (...) le peuple arabe se révolte et, à sa tête, des femmes jeunes et moins jeunes, issues de toutes les couches sociales, militantes, étudiantes, bloggeuses, journalistes, femmes au foyer, avocates, employées, ont occupé la rue et combattu au péril de leur vie pour renverser les dictateurs et exiger la chute des régimes comme tout citoyen.

Discriminées, persécutées, écartées de la scène politique, elles ont su s'imposer dans l'espace public en revendiquant leur droit de participer à la vie civique et au débat démocratique au nom de la liberté du peuple à disposer de son droit de vivre libre et indépendant et en remettant en cause les normes conservatrices qui maintiennent les femmes dans un confinement éternel. Les femmes révolutionnaires se réapproprient l'espace public, fières de se sentir responsables et libres parce qu'un nouveau futur voit le jour.

Toutefois, les femmes révolutionnaires doivent rester « conscientes des dangers et ne doivent pas prendre leur victoire pour acquise » nous dit Nawal AlSaadawi, révolutionnaire égyptienne et féministe. Car, si la révolution contre le système des dictatures avance, celle contre le système hétéro-patriarcal dominant est permanente. Le processus post indépendances des années 50, 60 et 70 a vu les femmes ayant participé à l'indépendance, écartées de ce processus et entérinées dans un sexage à vie les marginalisant sur la scène politique et leurs interdisant l'accès à une citoyenneté pleine et entière.

Connaissez-vous les femmes révolutionnaires arabes ? un petit panel :

Neila Jrad - révolutionnaire féministe tunisienne - « durant tout le processus qui a conduit au 14 janvier, les femmes ont été très actives dans les syndicats, les manifestations, les associations et les partis politiques. Pourtant, il y a peu de femmes ministres dans le gouvernement de transition actuel en dehors du traditionnel ministère de la femme et du ministère de la culture. » « Il n'y aura jamais de démocratie réelle en Tunisie sans égalité totale des droits des hommes et des femmes »

Asma Mahfouz - révolutionnaire égyptienne - elle est à l'origine d'un appel à mobiliser sur Youtube et

repris sur toute la toile exhortant « tous les hommes et toutes les femmes à quitter leurs écrans et à se rassembler dans les rues du Caire pour protester contre le régime corrompu de Hosni Moubarak »

Militantes algériennes, leur slogan : « La liberté ne se donne pas, elle s'arrache ! »

Militante libyenne scandant dans la foule à chaque femme libyenne « ceci est notre jour, notre fierté, notre victoire sur ce tyran...Vous êtes la moitié de la population...Il n'y a pas de différence entre vous, les femmes égyptiennes et les femmes tunisiennes »

Tawakol Karman - militante yéménite, héroïne des manifestations - directrice de l'organisation des Femmes journalistes, libre et sans chaînes, instigatrice aux appels au changement démocratique, arrêtée le 23 janvier, puis relâchée.

- Tal al Mallohi, jeune bloggeuse syrienne de 19 ans, arrêtée le 27 décembre 2009 et détenue au secret pendant neuf mois, puis condamnée par la Cour suprême de sûreté de l'État à cinq années d'emprisonnement le 14 février 2011 au motif qu'elle avait reçu une somme d'argent de l'ambassade des États-Unis au Caire, où vivait la jeune femme, en échange d'une liste de noms d'agents de la sûreté syriens. Ni le contenu de son blog ni aucun autre aspect de ses écrits ou opinions politiques, n'a été cependant, évoqué durant le procès. Tal al Mallohi est détenue en raison de ses écrits politiques et sociaux en Syrie.

Hatoun Al Fassi une des cyber-militantes saoudiennes ont lancé le 16 janvier sur facebook, une campagne en faveur du droit de vote des femmes au scrutin municipal d'octobre 2011. En 3 semaines, cette campagne a récolté 3500 signatures. Les conseillers municipaux n'ont qu'un rôle consultatif, mais « notre objectif n'est pas de remporter les élections mais d'être les égales des hommes »

Nawal AlSaadawi est une écrivaine égyptienne, féministe, militante, à 80 ans elle a campé sur la place Tahrir au caire jusqu'au départ de Moubarak. « Je vis un rêve ! Je me suis battue contre le roi Farouk en 1951 et en 1956, à l'époque, ils ont brûlé Le Caire comme ils le font aujourd'hui pour stopper la révolution. Sadate m'a mise en prison. Moubarak m'a exilée. Je suis professeur dans beaucoup d'universités dans le monde, mais pas au Caire. Depuis mon retour, en 2009, je suis exilée dans mon propre pays. Moubarak doit être mis en prison. Aujourd'hui, je vis ce rêve de liberté, de justice, de dignité. »

Site : www.espace-locs.fr ; Contact : espace.locs@gmail.com

5 - Lettre à Nicolas Sarkozy - 9 mars - Osez le Féminisme, Planning Familial, Femmes Solidaires

Monsieur le Président de la République,

Alors que nous étions nombreuses et nombreux mardi à nous mobiliser, partout en France et dans le monde, pour faire progresser l'égalité, vous vous interrogiez publiquement sur l'intérêt de consacrer le 8 mars aux droits des femmes. D'après vous, « aujourd'hui la vie des femmes ressemble à la vie des hommes ».

Avez-vous regardé un seul instant la situation des 32 millions de femmes qui vivent, travaillent et s'engagent dans le pays que vous dirigez ? Parce qu'elles sont nées femmes, elles toucheront en moyenne 27 % de salaire en moins au cours de leur vie. Parce qu'elles sont nées femmes, elles assumeront en moyenne 80 % des tâches ménagères. Parce qu'elles sont nées femmes, elles risqueront d'être victimes de violences, comme les 75 000 femmes violées chaque année en France. Parce qu'elles sont nées femmes, elles n'auront guère de possibilités de rejoindre les rangs des dirigeants économiques, politiques ou culturels de notre pays. Aujourd'hui, comme hier, la vie des femmes ne ressemble pas à la vie des hommes. Loin de là.

Comme des millions de femmes, nous avons eu droit pour le 8 mars parfois à des fleurs, souvent à des « bonne fête » et quasi systématiquement à des blagues machistes. Comme des millions de femmes, nous avons levé les yeux au ciel et soupiré, nous interrogeant sur le sens de cette journée. Comme si le 8 mars était la célébration de nos soi-disant caractéristiques féminines, signes qu'on nous accole en réalité pour nous enfermer dans les rôles stéréotypés de la douceur, de la maternité ou de la séduction.

Mais, comme des millions de femmes, mardi, nous avons aussi pu entendre parler des droits des femmes. Sur nos écrans, dans nos postes de radios, lors des centaines de débats organisés, sur tout le territoire, notamment par nos associations : nous avons pensé l'égalité et avons œuvré à la faire avancer. C'est à cela précisément que sert le 8 mars.

Depuis que vous êtes président de la République, que s'est-il passé pour les femmes ? La réforme des

retraites votée en 2010 va accentuer les inégalités déjà abyssales entre les femmes et les hommes en matière de pension. La réforme de l'hôpital public a eu comme conséquence la fermeture de dizaines de centres d'interruption volontaire de grossesse. Malgré le vote de la loi du 9 juillet 2010 et la proclamation de la lutte contre les violences « Grande cause nationale », les actes violents envers les femmes ont augmenté en 2010. Enfin, les femmes constituant 80% des salariés payés au SMIC, son absence de revalorisation touche directement leur pouvoir d'achat.

Nous ne sommes pas dupes : une journée ne suffira pas. Mais plutôt que de remettre en cause son utilité comme vous l'avez fait, pourquoi ne pas vous exprimer sur l'importance de mener cette bataille toute l'année ? Plutôt que de nier les inégalités en véhiculant des stéréotypes qui sont en décalage complet avec la réalité, pourquoi ne pas reconnaître les inégalités qui structurent encore profondément notre pays et prendre immédiatement des mesures pour les faire reculer ? Vous êtes le Président de la République depuis 4 ans, il serait temps de vous y mettre.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos salutations distinguées.

Caroline De Haas, Porte-parole d'Osez le féminisme !, Carine Favier, Présidente du Planning Familial Sabine Salmon, présidente de Femmes Solidaires

6 - Pour un droit universel des femmes et des filles à l'éducation - Femmes Solidaires

A l'occasion du 101^{ème} anniversaire de la Journée Internationale des Femmes, Femmes solidaires tient à rappeler l'importance de lutter pour l'universalité des droits des femmes. Il est nécessaire que les droits fondamentaux, tels que l'égalité, le droit à vivre sans violence ni domination, à disposer de son corps et à vivre dignement, soient une réalité partout dans le monde. Femmes solidaires souhaite particulièrement insister sur un autre droit fondamental et universel auquel les femmes et les filles doivent avoir accès : le droit à l'éducation. En effet, si la part des enfants scolarisés ne cesse de progresser dans le monde, elle reste moins importante chez les filles.

Toutefois, l'accès à l'éducation n'est pas une fin en soi ; celle-ci perpétue souvent les stéréotypes et les rapports de domination. Aussi, Femmes solidaires demande que soient mises en place, en France notamment, des réflexions et actions pour le développement d'une réelle éducation non sexiste. L'éducation des plus jeunes ne concerne pas seulement l'Education Nationale et les familles mais la société dans son ensemble; chacun-e d'entre nous, élu-e politique, personne publique, syndicaliste, représentant-e d'association ou individu-e, peut agir à son échelle et avec ses moyens. Quelques exemples :

- Amener à s'interroger à toutes les échelles sur les rapports de dominations qui sévissent de façon insidieuses dans un groupe entre les garçons et les filles (dans les prises de décisions, de paroles, prise en charge de l'activité...).
- Créer des observatoires du respect entre les filles et les garçons dans toutes les structures éducatives, club de loisirs et le monde scolaire.
- Allouer des subventions uniquement aux associations ou clubs sportifs proposant les mêmes activités pour les filles et les garçons ou des activités mixtes,
- Mettre en avant auprès des jeunes des personnes exerçant un métier considéré comme genré (femmes travaillant dans le secteur du bâtiment, hommes travaillant dans l'accueil de la petite enfance,...),
- Promouvoir des maisons d'édition proposant des livres et encyclopédies non sexistes pour enfants,
- Faire prendre conscience aux enfants de l'existence des violences faites aux femmes et leur donner les outils pour les combattre...

www.femmes-solidaires.org

7 - La lutte pour l'égalité, pour la liberté implique une lutte contre la langue du mépris. » (Marina Yaguello, Les mots et les femmes - Source : L'égalité , c'est pas sorcier !

En grammaire, le masculin l'emporte sur le féminin. C'est en tout cas ce que l'on nous apprend dès notre tendre enfance. Symboliquement, cette règle est lourde de sens, et ce d'autant plus lorsque l'on découvre que les grammairiens du 18^{ème} siècle la justifiaient par le fait que le masculin était le genre le plus noble.

Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. Auparavant, la langue française usait d'une grande liberté. Un adjectif se rapportant à plusieurs noms pouvait s'accorder avec le nom le plus proche. Racine était un adepte de cette règle de proximité : « Surtout j'ai cru devoir aux larmes et aux prières, / Consacrer ces trois jours et trois nuits entières. » (*Athalie*, 1691)

L'éminente linguiste, Josette Rey-Debove, co-directrice avec Alain Rey des dictionnaires Le Robert, disait à ce sujet : « J'aime beaucoup la règle ancienne qui consistait à mettre le verbe et l'adjectif au féminin quand il était après le féminin, même s'il y avait plusieurs masculins devant. Je trouve cela plus élégant, parce qu'on n'a pas alors à se demander comment faire pour ne pas que ça sonne mal. » Remettons au goût du jour la règle de proximité qui, au-delà de son aspect égalitaire, permet plus de créativité et de liberté. Envoyez-nous vos créations : elles seront rassemblées et apportées à l'Académie française.

Blog : <http://queleshommesetlesfemmesoientbelles.blogspot.com>

Courriel : legalité@cpassorcier.org, <http://cpassorcier.org>

8 - APPEL à signer le texte : 343 femmes pour l'égalité... toujours à conquérir ! - Osez le féminisme !

à l'occasion de l'anniversaire du manifeste des 343, paru en 1971 pour revendiquer le droit des femmes à disposer de leur corps, Osez le féminisme ! vous propose de co-signer avec 342 autres femmes un texte rappelant que 40 ans après le mouvement de libération des femmes, l'égalité reste à conquérir. L'objectif est de faire prendre conscience qu'en 2011, l'illusion de l'égalité femmes - hommes ne correspond pas à la réalité.

Ce texte sera rendu public la semaine du 5 avril 2011. Les délais sont donc très courts pour rassembler les signatures. Si vous êtes d'accord pour le signer, merci de répondre à ce mail en indiquant la façon dont vous souhaitez être présentée (profession, association...).

Le texte :

Le 5 avril 1971, 343 femmes bravaient la loi, signant un manifeste pour dire haut et fort qu'elles aussi, parmi des milliers d'autres, avaient avorté. Elles revendiquaient un droit fondamental : celui des femmes à disposer de leur corps. Parmi elles, quelques-unes d'entre nous et d'autres qui auraient pu être nos sœurs, nos mères ou nos grands-mères.

Ce texte éclata comme un coup de tonnerre dans le ciel déjà troublé de la domination masculine. Trop longtemps ignorées, méprisées, écrasées, les femmes s'organisaient, se révoltaient, revendiquaient. Aux côtés des militantes du mouvement de libération des femmes, les 343 ont forcé la porte de l'émancipation qui tardait trop à s'ouvrir. Elles ont contribué à ce que les générations suivantes puissent décider de leur vie. S'inscrivant dans un mouvement pour l'émancipation, elles ont avec les féministes de nombreux autres pays, soulevé une onde de choc. Ce mouvement pour se débarrasser de toute forme d'oppression est vivant aujourd'hui dans l'engagement des femmes aux avant postes des révoltes qui font souffler un vent de liberté en Tunisie, en Egypte, ou dans d'autres pays.

Nous sommes le 5 avril 2011. Des progrès fabuleux ont été réalisés depuis 40 ans. Les femmes travaillent, endossent des responsabilités, s'engagent, prennent la parole dans l'espace public, choisissent leur vie, et leurs sexualités. Et pourtant, comme en 1971, parce que nous sommes nées femmes, nous demeurons assignées à notre sexe, maintenues en position subalterne, pendant toute notre vie.

Nous avons parfois la sensation cruelle de nous réveiller avec la gueule de bois. Nous touchons des salaires ou des retraites largement inférieurs à ceux des hommes. Nous assumons l'immense majorité des tâches ménagères. Nous sommes continuellement renvoyées à la sphère privée : notre corps, notre apparence, notre fonction éventuelle de mère. Beaucoup d'entre nous, parce qu'elles vivent en milieu rural, dans des quartiers défavorisés ou parce que les hôpitaux ferment, n'ont toujours pas accès à la contraception, ou à l'avortement, libres et gratuits. Les portes des responsabilités politiques, économiques ou culturelles nous sont pour la plupart fermées. 75 000 d'entre nous sont violées chaque année en France et une d'entre nous meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint.

Une société ne peut avancer lorsque plus de la moitié de celles et ceux qui la composent est victime au quotidien de violences et de discriminations. Nous sommes devenues femmes sous le joug du patriarcat. Nous en avons assez.

Nous avons des droits. Nous nous sommes battues, à toutes les époques, pour les faire inscrire dans les lois et les faire avancer. Ces droits ne sont pas respectés. Les inégalités femmes - hommes persistent, moins visibles peut être et plus insidieuses, mais tout aussi prégnantes et injustifiées.

Nous voulons atteindre l'égalité femmes - hommes dans les têtes et dans les faits. Nous exigeons aujourd'hui que nos droits fondamentaux deviennent réalité. Des mesures doivent être prises rapidement pour garantir l'égalité dans l'emploi, en faisant reculer la précarité des femmes et en imposant l'égalité salariale. Il est temps de prévoir une éducation dès le plus jeune âge pour comprendre et remettre en cause les mécanismes de domination. Nous demandons que chaque femme puisse accéder à une contraception libre et gratuite, puisse avorter dans de bonnes conditions, être mère si elle en fait le choix. Il faut en finir avec les violences sexistes qui pèsent sur chacune d'entre nous.

Il est plus que temps de faire sauter le verrou ouvert par le manifeste des 343.

Nous ne demandons pas la lune. Nous exigeons juste l'égalité.

Parmi les premières signataires : Liliane Kandel, Michelle Perrot, Françoise Héritier, Caroline De Haas, Rokhaya Diallo, Marion Sarraut, Monique Dental, Françoise Picq, Martine Storti, Cathy Berheim, Josiane Szymanski, Giulia Foïs, Geneviève Fraisse, Agnès Bihl...

COLLOQUES, DÉBATS, MEETING...

9 - Il vous bat, battons-nous ! - Droits des Femmes XXème

L'association Droits des Femmes XXème organise un débat - discussion - propositions avec Ernestine Ronai responsable de l'observatoire départemental des violences envers les femmes, et Suzy Rotjman du collectif national droits des femmes, vendredi 25 mars de 17h30 à 20h à la Maison des Associations, 1-3 rue Frédérick Lemaître Paris 20ème Métro ligne 11 ou Bus 26 : arrêt Jourdain

En 2010, les violences faites aux femmes ont été proclamées Grande cause nationale. Cela a permis au débat de progresser sur la place publique. La loi contre les violences faites aux femmes, initiée par le Collectif National Droits des Femmes, fut votée le 9 JUILLET 2010.

Elle présente des avancées, même si les moyens nécessaires pour une réelle efficacité et la mise en place de cette loi ne sont pas à la hauteur. Nous devons continuer à réclamer l'application intégrale de cette loi.

A ce jour, seul le département de Seine Saint Denis s'est engagé avec efficacité pour lutter contre ce fléau. L'Observatoire départemental des violences, créé en 2002, mène depuis cette date une véritable politique publique, qui aborde cette problématique dans toutes ses dimensions (consultations de victimologie, de psychotraumatologie...). Cette politique s'articule autour de la mobilisation des professionnels et des habitants de ce département, de la mise en place de dispositifs qui visent à mieux protéger les victimes de violences conjugales, et de la prévention tant auprès des jeunes que des adultes. Pourquoi ce qui se passe en Seine St Denis ne peut-il se faire dans tous les départements ?

Contact : assodroitsdesfemmes20@laposte.net Maison des associations 1-3 rue Frédérick Lemaître Paris 20ème

10 - Soirée rencontre avec la Bolivie - Film et débat avec Julia Ramos - Source : France Amérique Latine

Le lundi 4 avril à 20h au Magic Cinéma à Bobigny, Métro Pablo Picasso (ligne 5). 20h : projection du documentaire : Campesinos, histoire d'une résistance de Sarah Pick et Fabien Lacoudre ; 21h45 : débat avec Julia Ramos secrétaire nationale de la Confédération des Femmes Paysannes et indigènes de Bolivie, et ex-ministre des terres et du développement rural.

La Bolivie est un des pays d'Amérique latine engagé dans des changements progressistes : émancipation des peuples indigènes, nationalisation de l'eau, du gaz, du pétrole, réforme agraire, relèvement du salaire

minimum, abaissement de l'âge de la retraite à 58 ans. Ces changements représentent un espoir pour le peuple bolivien, mais aussi pour celles et ceux qui croient qu'une autre organisation du monde est possible.

11 - Toulouse : Réunion d'information : Une maison pour toutes à Toulouse

Mercredi 30 mars à 19h au CASC 10bis Rue colonel Driant

Il n'existe pas de Maison des Femmes à Toulouse. En tant que femmes, militantes féministes, lesbiennes engagées dans des mouvements et associations divers, nous voulons créer un lieu collectif ouvert à toutes les femmes afin de regrouper nos forces et nos convivialités.

Cet espace, que nous voulons non-mixte et mis à disposition gratuitement par les collectivités locales, est une nécessité pour accueillir des multiples associations, collectifs et individus qui ne disposent pas de lieu pour développer leurs initiatives et leurs projets.

Nous avons besoin d'un espace pour se réunir, échanger, organiser des ateliers, des conférences, des expos, des projections, des fêtes, constituer une médiathèque et des archives... Et enfin nous souhaitons que ce lieu soit géré collectivement.

Parce que l'espace public reste encore à conquérir par les femmes, parce que les espaces d'expressions politiques et citoyens restent majoritairement occupés par les hommes, et tout simplement pour le plaisir d'être ensemble nous avons besoin d'une "maison pour toutes" à Toulouse.

Pour y faire quoi ? Pourquoi non mixte ? Venez discuter avec nous sur toutes ces questions le 30 mars lors de notre réunion Auberge espagnole.

Venez très nombreuses, c'est le moment ou jamais...LA réunion où il faut être !!!!

Venez visiter notre blog et signer la pétition de soutien <http://lamaisondes.blogspot.com>

12 - Rencontre de la Coordination Lesbienne en France (CLF) en juin

Le colloque "Mouvement des Lesbiennes - Lesbiennes en Mouvement" et la remise des Actes à Violette and Co ont encore été l'occasion de constater qu'il était toujours important de se rencontrer. Les occasions sont rares pour celles qui n'habitent pas Paris. Tenant compte de cette envie manifeste, la CLF vous propose une rencontre sur 3 jours du samedi 11 juin 14h au lundi 13 juin au Pouy dans les Landes, lieu des Estivalières à Villeneuve de Marsan, un lieu qui a accueilli de longue date des rencontres et activités féministes.

La réservation dès maintenant est nécessaire pour que nous puissions organiser le séjour. L'envoyez à : blachon.monique@orange.fr, en précisant le jour et l'heure de votre arrivée. La gare la plus proche est Mont-de-Marsan ; nous organiserons une navette. Nous vous communiquerons prochainement les modalités de séjours et tarifs.

Si vous voulez animer un atelier pendant ce week-end, communiquez-nous dès que possible le thème. Nous ne demandons pas d'arrhes pour l'instant mais nous insistons sur l'importance de votre inscription rapide pour que nous puissions retenir le lieu.

13 - Rendu du Congrès international féministe de décembre 2010

Ci dessous le lien qui permet de visionner les vidéos du Congrès international de décembre 2010 : Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques". Ce lien permet de voir les interventions en totalité ou une par une. Merci de faire connaître ce lien.

<http://www.dailymotion.com/user/40ansdemouvement/1>

SORTIES, CINEMA, LIVRES, RADIO...

14 - Femmes Libres" sur Radio Libertaire 89.4

Mercredi 23 mars 18h30/20h30, avec Danielle Charest, militante lesbienne radicale anticapitaliste depuis 30 ans, membre du collectif fondateur de la vidéo AHLA de Montréal en 1981, puis de la revue du même nom. Membre du groupe Lesbiennes Bulldozer. Publication en avril 2011 aux éditions XXe d'une double fiction illustré par les photographies de Christine Aubree, et auteure de la Lettrinfo.

Vous pouvez écouter et télécharger l'émission sur le site de Radio Libertaire pendant 1 semaine
<http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>

15 - 2 films - De l'intimité de trois femmes à l'expression d'un peuple : plongée dans les réalités algériennes

Le Maghreb des films et le Manifeste des libertés présentent deux films en Avant-première : « Allah Ghaleb » (On n'y peut rien) de Nadia Makhlouf (45mn) et « Avant de franchir la ligne d'horizon » de Habiba Djahnine (64mn) le mercredi 23 mars à 20h30 à Paris, cinéma Les 3 Luxembourg, 67, rue Monsieur le Prince 75006. Chacune des projections sera suivie d'un débat avec les réalisatrices, animé par Mouloud Mimoun.

« *Allah ghaleb* » : « Ce film s'est présentée à moi comme une sorte d'évidence. Trois femmes kabyles se racontent et s'abandonnent par des mots, des gestes et des regards sur la condition de la femme en kabylie ». Nadia Makhlouf

« *Avant de franchir la ligne d'horizon* » : « Dans ce film, j'ai été à la rencontre de militants et de militantes qui continuent d'agir. Les rencontrer, les surprendre dans leur espace de vie, de travail ou de lutte... Regard sur 20 ans de mobilisation/répression politique en Algérie à travers la parole de femmes et d'hommes militants, mais aussi un regard personnel sur mon pays.... ». Habiba Djahnine qui a déjà réalisé le très beau « Lettre à ma sœur ».

Pour en savoir plus (résumé des films, etc.), ouvrez la lettre d'information publiée sur le site Internet : http://maghrebdesfilms.fr/Lettre-d-information-du-14-mars?var_mode=calcul

16 - Grenoble : Colloque : Les violences faites aux femmes à la rue

Femmes à la rue, femmes en galère, changeons notre regard, Mardi 22 mars 2011 de 9h30 à 17h au théâtre Prémol 7 rue Henry Duhamel 38100 Grenoble, journée de rencontres à l'initiative de l'association Femmes SDF

Qui sont ces femmes que l'on croise dans la rue, de plus en plus nombreuses, de plus en plus jeunes ? Que vivent-elles dans cet espace public ? Sont-elles si éloignées de chacun d'entre nous ? Cette journée s'adresse à toutes celles et tous ceux qui agissent pour rendre la ville plus humaine.

9h30, Ouverture par Marie-France Chamekh, présidente de l'association « Femmes SDF » et de Olivier Noblecourt, vice-président du CCAS de la Ville de Grenoble.

10h00, Spectacle vivant. Pièce de théâtre « L'errance est immobile », création de la Compagnie L'Envol, en collaboration avec un groupe de femmes, étant ou ayant été en grande précarité, à la rue ou en errance. Elle aborde la réalité quotidienne de ces femmes.

11h30, Présentation du livre « C'est quand demain ? » en présence des auteures. Une rencontre entre les photos de Marie-Pierre Dieterlé, photographe professionnelle et les textes de Marie-Claire Vanneville, co-fondatrice de l'association « Femmes SDF ».

Apéritif dédicace. Pause déjeuner.

13h30, Colloque « Espace public : les violences faites aux femmes à la rue » avec la participation de femmes concernées. Chercheurs en sciences humaines, actrices et acteurs de terrain, techniciens des collectivités locales, maraudeurs, élu-es représentants de l'ordre public confronteront leurs réflexions.

Ouverture par Maiwenn Abjean, directrice de l'association « Femmes SDF ». Projection d'un documentaire « Témoignages de femmes ».

Contributions au colloque :

Marie-Claire Vanneville, co-fondatrice de l'association « Femmes SDF », Grenoble. Gladys Mondière, docteur en psychologie, « A propos du fonctionnement psychique des femmes SDF », Roubaix. Dominique Poggi, sociologue, formatrice, co-auteure de « Droit de Cité pour les femmes », Paris. Moussa Djimera, chef de service maraude, association Aurore, Paris. Solange Gomis, intervenante à la Halte sociale spécifique femmes, association Aurore, Paris.

Avec les témoignages de policiers et de maraudeurs d'associations grenobloises. 17 h Conclusions de la journée. Perspectives d'avenir.

17h, conclusions de la journée. Perspectives d'avenir.

17 - Programme du Festival de films de femmes à Créteil du 25 mars au 3 avril

Vendredi prochain le Festival de films de femmes prendra place dans la Maison des Arts de Créteil. Pendant 10 jours, du 25 mars au 3 avril, venez voir les films de la compétition, longs métrages fiction et documentaire, courts métrages, la section parallèle au sud de l'Europe, rencontrer Carmen Maura, Cecilia Mangini et beaucoup d'autres réalisatrices de 20 à 85 ans.

La grille de programmation est à télécharger [ici](#)

18 - Livre : « De la violence à la persécution, femmes sur la route de l'exil » de Smäin Laacher

Le nombre de femmes qui tentent d'émigrer vers les pays riches augmente sensiblement depuis le début des années 1990. Mais la littérature qui leur est consacrée se structure autour d'une distinction et d'un silence. La distinction est fondée sur l'opposition, infiniment problématique, entre une migration forcée et une migration volontaire. Le silence réside dans le fait que la violence et les persécutions ne sont envisagées que dans le pays d'origine ou le pays d'accueil. Jamais lors du voyage interdit.

Smäin Laacher, sociologue et juge assesseur représentant le HCR à la Cour nationale du droit d'asile, propose un examen sans concession de ce point aveugle lié aux phénomènes migratoires : les violences faites aux femmes sur la route de l'exil. Au cours d'une minutieuse enquête, il a recueilli les témoignages de femmes migrantes qui demeurent dans un statut précaire ou dans une situation de non droit, au Maroc, en Algérie, en Espagne et en France.

Leurs récits et les analyses de l'auteur permettent de mieux comprendre l'expérience subjective et les causes sociales et politiques de leur voyage traumatique.

La question de la reconnaissance de ces violences spécifiques, de la protection de ces femmes - pendant et après leur voyage - et des dispositifs juridiques et politique - nationaux et internationaux - qu'elles nécessitent, se fait aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

L'auteur nous propose des réflexions et des réponses originales pour comprendre et lutter contre ces violences et ces dénis d'humanité.

19 - Livre : Cahier du Genre Hors Série 2011 : Genre, politiques sociales et citoyenneté

Comment les rapports sociaux de sexe éclairent-ils les recompositions de la citoyenneté et leurs enjeux ? Ce numéro interroge dans cette perspective la démocratie au masculin et la citoyenneté sociale et politique des femmes, à la lumière des changements intervenus tant en France que dans divers pays étrangers. Coordonné par Bérengère Marques-Pereira et Roland Pfefferkorn

Lire l'introduction et les résumés des articles sur : http://cahiers_du_genre.pouchet.cnrs.fr/

20- Livre : Trafics de femmes - Enquête sur l'esclavage sexuel dans le monde - Lydia Cacho

Chaque année 1,4 millions de personnes, en grande majorité des femmes et des petites filles, sont achetées et revendues, comme une matière première, au point que le commerce sexuel est devenu, entre la vente d'armes et le trafic de drogues, le plus rentable du monde. Dans cette enquête d'une ampleur sans précédent, menée pendant 6 ans sur trois continents, la parole est donnée à tous les acteurs : les trafiquants et les victimes devenues parfois elles-mêmes des exploitantes ; les intermédiaires et les clients, les « madames », les mafieux, les militaires et les services publics, souvent corrompus, dans tous les pays et à tous les niveaux ; les victimes qui ont réussi à revivre des rapports humains normaux (plus de 100 témoignages). Cet ouvrage est un tour du monde de l'esclavage contemporain, qui mène le lecteur en Turquie, en Israël et en Palestine, au Japon, au Cambodge, en Birmanie, en Argentine... L'ouvrage dévoile comment l'armée d'hier et d'aujourd'hui délègue le sale travail de « recrutement » des prostituées » et d'encadrement des bordels, comment les européens s'offrent des filles ou des fillettes avec l'accord des autorités thaïlandaises, etc. Nous assistons au développement d'une culture qui promeut la chosification humaine comme s'il s'agissait d'un acte de progrès ou d'un libre choix, mais qui profite surtout aux **mafias**. Mafieux, hommes politiques, militaires, entrepreneurs, industriels, leaders religieux, banquiers, policiers,

juges, hommes de la rue, forment une chaîne du crime organisé. L'auteur montre que la prostitution forcée et l'esclavage sexuel sont un des négoce mafieux d'élection, à côté du trafic de drogues, de la pornographie, du trafic d'organes, de la vente d'armes... Elle brosse un tableau précis du fonctionnement des mafias et des liens entre ces différents commerces. Un livre-choc, de nombreuses révélations, des témoignages bouleversants.

Lydia Cacho, née en 1963 à Mexico, est journaliste et activiste reconnue en faveur des droits de l'Homme. Elle a publié plusieurs ouvrages retentissants. *Les Démons de l'Éden* dénonce un important réseau pédophile au Mexique. Son investigation menée dans la clandestinité lui a valu d'être détenue et torturée par la mafia, expérience racontée dans *Mémoires d'une infamie* (Debate, 2008), un récit qui bouleversa l'opinion publique. Elle a reçu de nombreux prix dont le Prix national de journalisme en 2002, le Premier prix des Droits de l'homme et le prix Ginetta Sagan d'Amnesty International en 2007. Par ailleurs, elle dirige à Cancún un centre d'accueil pour les femmes victimes de violence et elle est porte-parole auprès du Bureau des Nations Unies pour la femme.

Parution 3 Février 2011 320 pages environ - 19,90 €

21 - St Etienne : Exposition photographique et sonore « En Marche ! » de Claire Malen autour de la Marche Mondiale des Femmes

Vernissage de l'exposition le lundi 28 mars à 18h30 dans l'Atrium de la bibliothèque situé au 1er étage. Exposition visible du 28 mars au 14 mai 2011. Une table-ronde autour de l'exposition est organisée le mardi 29 mars avec Annik Houel (Université Lyon2), Michèle Perrin (SOS Violences conjugales de St-Etienne) et Elianne Viennot (Université Jean Monnet, Saint-Etienne).

<http://enmarche2010.free.fr/>

22 - Exposition « L'égalité c'est pas sorcier »

A l'occasion de la première Rencontre européenne du Théâtre de l'opprimé pour l'égalité femmes/hommes, avec Féminisme enjeux et des troupes venues d'Allemagne, d'Espagne, de Grèce, d'Italie, du Portugal et de Suède, l'exposition « L'égalité, c'est pas sorcier ! » sera présentée :

- Vendredi 25 mars à 14h, Ligne 13 (salle de concert), 12 place de la Résistance et de la Déportation (Saint-Denis).

- Samedi 26 mars à 16h, à la Maison de quartier de la Plaine, 120 avenue du Président Wilson (Saint-Denis).

Entrée libre. Site : <http://www.legalite.org>

23 - Film : We want sex equality »

Le film « We want sex equality » de Nigel Cole a fait sa sortie dans les salles mercredi 9 mars, après son avant première pour la Journée internationale des femmes. Ce film raconte la grève de 187 ouvrières anglaises dans une usine Ford, en 1968 pour demander une requalification de leur travail et un salaire presque égal à celui des hommes. Leur mouvement de trois semaines paralysera toute l'usine, à l'époque la plus grande d'Europe. A voir